

Madame Sophie THIBAUT
Préfète du Val-de-Marne
21/29 avenue du Général de
Gaulle
94038 Créteil cedex

Ivry-sur-Seine, le 11 septembre 2023

Objet : Séance du 2 octobre, question à Madame la Préfète.

Mme La Préfète,

En juillet dernier nombre de nos villes ont connu un nouvel embrasement. Après la mort effroyable du jeune Nahel une immense indignation a saisi le pays. S'il y a encore beaucoup à dire sur les dégradations et violences qui ont marqué ces nuits de juillet jusqu'aux comportements les plus condamnables lorsque des personnes ont pu être prises pour cible, les raisons de cette colère semblent largement occultées en cette rentrée.

Pourtant faut-il rappeler encore les ravages que provoquent les absences de professeurs et les fermetures de classes dans l'éducation nationale, les murs infranchissables que représentent l'accumulation de difficultés concrètes lorsqu'il s'agit de se loger, de faire garder ses enfants, de se déplacer, alors qu'il convient d'accéder à la formation ou tout simplement de faire son travail.

La démonstration a été maintes fois faite que pour les villes et les quartiers populaires l'engagement de l'Etat par habitant a tout simplement fondu. A l'instar du réchauffement climatique, la cote d'alerte est dépassée, et si rien n'est fait alors... la catastrophe est déjà là.

Pourtant au désengagement de l'Etat se cumule maintenant celui de certaines collectivités. Pour certaines par choix politique – en témoignent le recul des investissements dans le logement et les transports en IdF – et pour d'autres faute de ressources alors que la « contractualisation » des politiques publiques est en réalité une contraction de nos capacités d'action. Faute d'autonomie, nous en sommes réduits à vous interpellier directement : allons-nous faire comme si rien ne s'était passé ?

Nous considérons qu'un plan d'urgence pour les villes et les quartiers populaires s'impose et que celui-ci passe notamment par :

- Une refonte de la politique de sécurité locale par la création d'une véritable police de proximité et un nouveau lien police et population
- Un vrai plan d'investissement public dans les quartiers populaires pour le développement des services publics, l'amélioration et la construction de logements, l'école publique, l'accès à la culture, le financement des associations et centres sociaux
- L'amplification de la loi SRU pour contraindre les villes qui en sont dépourvues à construire du logement social en portant le plancher à 35%

Même si cette lettre constitue moins une question qu'une interpellation, elle est avant tout pour nous une invitation à ce qu'un large débat s'engage sur la crise qui couve dans nos villes et les remèdes qu'il convient d'y apporter.

Madame la Préfète, à la suite des événements de juillet le Président Emmanuel Macron a convié à débattre de nombreux maires. Quelles suites seront données à cette rencontre ? Est-ce qu'une déclinaison départementale est prévue ? Quelles nouvelles orientations l'Etat compte-t-il adopter dans cette situation d'urgence sociale ?

Sachant votre attention pour le devenir de notre territoire et votre préoccupation pour le plein épanouissement des val-de-marnais.e.s en particulier pour les générations futures, nous vous réaffirmons notre disponibilité pour construire des solutions d'avenir pour nos villes et nos quartiers.

Dans l'attente des éléments de réponses que vous nous apporterez, nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de nos salutations les plus respectueuses.


Lamya KIROUANI
Conseillère départementale d'Ivry-sur-
Seine


Nicolas BESCOND
Conseiller départemental d'Ivry-sur-Seine